



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2996  
2 janvier 2026  
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# **Lutte Ouvrière**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
d'Arlette Laguiller

## **En 2026, un monde à changer !**



**Leur société**

- Brandt, Teisseire... : imposer la garantie des salaires! 3
- Plan grand froid : une société qui tue 3
- 1<sup>er</sup> janvier : hausse des prix mais pas des revenus 3
- Usines classées Seveso : patrons irresponsables, État complice 4
- Michelin : un don en forme de vol 4
- Algérie : liberté pour Lyes Touati! 4
- Brigitte Bardot : une icône réactionnaire 5
- Grand patronat cherche hommes de main 5
- Retraites : nouvelle année, nouvelle baisse 5
- Pour la vérité sur les attentats contre des militants kurdes 5
- A69 : l'autoroute coûte que coûte 9
- Naturalisations : mieux vaut s'appeler Georges Clooney! 9

**Dans le monde**

- Gaza : les Palestiniens continueront de mourir 6
- Chine-Taïwan : les incendiaires à l'œuvre 6
- Nigeria : la croisade de Trump 7
- Liberté pour Mumia Abu-Jamal! 7
- Niger : qui sont les voleurs? 7
- Il y a 50 ans : 1975, l'indépendance du Suriname 8
- Plastique polluant : il y a loin du gobelet aux lèvres 8
- Guinée : Doumbouya élu pour que le pillage continue 12
- Catastrophes climatiques : des dégâts que paient les populations 12

**Dans les entreprises**

- Métropole de Lille : les éboueurs en lutte 9
- Centre Hospitalier - Nevers : de pire en pire! 10
- Centres privés : la santé des profits 10
- Nos lecteurs écrivent : cafards dans le médico-social 10
- Aesma - Roissy : une grève victorieuse avant les fêtes! 11
- Carrefour-Alma - Rennes : bras de fer judiciaire aux dépens des travailleurs 11

**Municipales 2026**

- Cyril Le Bail à Lanester 12

# En 2026, faire face à la barbarie capitaliste

Fin d'année oblige, l'heure est aux rétrospectives en tout genre. Pour les capitalistes, l'année 2025 est un bon cru. Tout va très bien du côté des milliardaires, qui n'ont jamais été aussi nombreux. D'après l'étude de la banque suisse UBS, qui sait de quoi elle parle, ils sont 287 de plus cette année. Les 2 900 milliardaires de la planète peuvent lever leur verre à la santé de la Bourse, qui termine l'année en fanfare. Les cours de toutes sortes de valeurs spéculatives, de l'or au cuivre en passant par les entreprises de l'IA, battent record sur record.

Des fortunes sont englouties dans des caprices de riches. On construit des hôtels de luxe sur une île privée au large de Bandal ou en plein désert d'Oman. En même temps, une ONG évalue à 120 milliards pour l'année les dégâts du réchauffement climatique qui aggrave les catastrophes dont les plus pauvres sont les premières victimes, les inondations en Asie du Sud-Est, les ouragans dévastateurs dans les Caraïbes ou la sécheresse ailleurs.

Le monde avance à grands pas vers la guerre généralisée. Et combien de millions de personnes sont mortes dans les multiples conflits qui ensanglantent la planète? Combien survivent, menacées par la famine et la maladie dans les ruines ou les camps de réfugiés? Les milliards que les capitalistes accumulent sont le fruit de l'exploitation des travailleurs et, pendant que cette poignée de parasites sable le champagne, la majorité de la population est condamnée à un combat permanent pour la survie.

Cette évolution barbare au son du canon et sur fond de bruits de bottes est la conséquence de la guerre économique que se livrent les grands groupes capitalistes. La première puissance impérialiste, les États-Unis, décide du sort des peuples et fait résonner la politique de la canonnière en Syrie, au Venezuela, au Nigeria... Officiellement, il s'agit de lutter contre le terrorisme ou la drogue mais Trump, le shérif de la Maison-Blanche, ne cherche même plus à cacher derrière de nobles objectifs le but de la première puissance impérialiste. Il a ainsi justifié le siège du Venezuela et la destruction de plusieurs de ses navires par un lapidaire : « *Ils nous ont pris notre pétrole, nous voulons le récupérer* ».

En Ukraine, les discours sur le droit des peuples ont cédé la place à la question du partage des

richesses du pays entre la Russie et les États-Unis, pendant que les puissances de second ordre, dont la France, se battent pour avoir aussi leur part du gâteau. En République démocratique du Congo, quand Trump prétend faire la paix dans la région du Kivu, c'est pour satisfaire les convoitises des trusts américains sur ses richesses minières.

Et que dire de la situation au Moyen-Orient, où les États-Unis, après avoir aidé Netanyahu à anéantir Gaza, à massacrer sa population et à coloniser la Cisjordanie, se vantent d'avoir conclu

la paix? C'est la paix des cimetières et des ruines pour les Gazaouis, tandis que les dirigeants impérialistes espèrent tirer de bonnes affaires de la reconstruction.

Dans les pays riches comme la France, nous ne sommes pas encore confrontés directement aux ravages de la guerre. Mais la crise et les rivalités internationales frappent déjà les travailleurs. Les plans de licenciements se multiplient et les conditions de travail et de salaire empirent pour ceux qui gardent un emploi.

Et quand l'argent de l'État va à l'armement et aux porte-avions, cela signifie encore moins de moyens pour la santé, l'école ou les transports.

Le capitalisme condamne l'humanité mais le camp des travailleurs porte d'autres perspectives. Depuis que l'exploitation existe, les opprimés s'organisent pour la combattre. Dans le monde entier, ce sont souvent leurs combats, grands et petits, qui ont changé le cours de l'histoire.

L'espoir d'un monde débarrassé de l'exploitation, de la guerre et des rapports de domination repose sur les travailleurs, qui font tourner toute la société. Ils ne sont pas condamnés à subir une vie où il faut tout compter et à serrer les dents pour s'accrocher à un travail qui les broie.

Il faut changer le monde et cela ne peut venir que de notre camp, de la classe des travailleurs, à condition de prendre conscience de la force que nous représentons et de nos intérêts politiques, qui sont de renverser cette classe capitaliste parasite qui régent la société.

Le combat pour émanciper l'humanité reste la perspective que seuls les travailleurs peuvent réaliser. Les mots de Marx et d'Engels dans le Manifeste du Parti communiste, rédigé en 1848, gardent toute leur actualité : « *Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.* »

Nathalie Arthaud





## Brandt, Teisseire... : imposer la garantie des salaires !

**Nombre d'usines ferment ou sont menacées de fermer leurs portes. Des centaines de travailleurs sont mis à la porte, et sommés de placer leurs espoirs dans les solutions avancées par l'État, le patronat ou même les syndicats.**

Le ministre de l'Industrie, Sébastien Martin, a affirmé dans la presse lundi 29 décembre son soutien aux salariés de Brandt, menacés de licenciement, et suspendus à une éventuelle reprise, après l'échec de leur projet de coopérative. Début décembre, le tribunal avait en effet rejeté le projet de SCOP, les banques ayant refusé d'accorder des garanties suffisantes. Un repreneur, Stephan Français, s'est alors fait connaître. Ce patron affirme vouloir maintenir 150 emplois – sur les 700 des différents sites. Ce

plan, même restant à l'état de paroles creuses, lui a valu l'assurance d'un soutien de 9 millions d'euros d'argent public.

En Isère, c'est l'usine Teisseire de Crolles, près de Grenoble, qui est menacée de fermeture depuis octobre, la direction ayant prévu de faire faire toute la production dans une usine sous-traitante du Havre. Les syndicats s'opposent à ce transfert, qui mettrait 205 travailleurs au chômage, et réclament le rapatriement dans l'usine grenobloise



Manifestation en septembre 2025.

de toutes les productions sous-traitées ces dernières années. Qu'advient-il alors des salariés de l'usine du Havre et d'ailleurs ? Les patrons affectionnent cette mise en concurrence entre travailleurs, entre sites, entre groupes, qui ne vise qu'à maximiser leurs profits. Ce jeu des fermetures, puis de la reprise plus ou moins partielle par des « repreneurs » fait partie de leurs procédés habituels. Il a conduit par exemple les anciens travailleurs de Whirlpool, à Amiens, à subir plan de licenciements sur plan de licenciements. Un ouvrier de la région témoignait avoir travaillé pour quatre patrons successifs, au gré des

repreneurs, jusqu'à l'âge de 58 ans. Il lui est maintenant difficile de retrouver un emploi, alors que la dernière société l'ayant salarié, Ynsect, vient de mettre la clé sous la porte.

Face aux centaines de fermetures d'entreprises dans le pays, aux milliers d'emplois supprimés par les patrons, la plupart des responsables politiques ne proposent que d'attendre un repreneur qui les sauverait, avant peut-être de les licencier ensuite, des banquiers qui accepteraient un prêt... L'éventuel repreneur de Brandt propose même aux salariés de devenir actionnaires de l'entreprise dans cinq ans – si toutefois

il ne l'a pas fermée d'ici là.

Les travailleurs ne peuvent accepter ainsi d'être menés en bateau. Une exigence s'impose : quelles que soient les combines patronales, ils doivent continuer à avoir les moyens de vivre et donc continuer à percevoir leur salaire, quitte à ce que le patronat paye sur ses profits accumulés. Bien sûr, un tel objectif ne pourrait être atteint que dans le cadre d'une lutte générale, englobant tous les travailleurs menacés de licenciement comme ceux ayant un emploi. Mais c'est bien cet objectif qui doit être mis en avant, et non la recherche effrénée d'un repreneur plus ou moins véreux.

**Camille Paglieri**

## Plan grand froid : une société qui tue

**Le plan grand froid a été activé à Paris et en Île-de-France, plusieurs jours après son déclenchement dans une trentaine de départements.**

Jusqu'au dimanche 28 décembre, la préfecture d'Île-de-France refusait de lancer le plan, malgré les interpellations d'associations et d'élus parisiens. L'urgence de mettre à l'abri des hommes, femmes et enfants qui vivent à la rue était pourtant criante. Mais le préfet justifiait sa décision en expliquant que l'Île-de-France n'avait pas encore été placée en vigilance jaune grand froid par Météo France. En effet, pour que le dispositif soit déclenché, il faut que les températures ressenties atteignent -5 degrés la nuit et qu'elles soient négatives le jour pendant trois jours consécutifs.

Finalement déclenché, le plan grand froid permet une extension des horaires d'ouverture des accueils de jour, un renforcement des maraudes et la réquisition de lieux pouvant offrir des places d'hébergement. Mais ce dispositif d'urgence, s'il peut aider une centaine de personnes, ne répondra pas aux besoins des 4 300 qui vivent dans les rues de Paris et dans les trente villes autour, ni des 4 000 vivant

dans des bidonvilles, selon les estimations de la Fondation pour le logement des défavorisés. De plus, ce plan grand froid est provisoire : quelques degrés en plus suffiront à le stopper après une dizaine de jours.

Si le froid augmente le danger de vivre à la rue, en réalité, c'est toute l'année que la précarité tue. Le collectif Les Morts de la rue recense 735 personnes sans domicile fixe décédées en 2023, 912 en 2024. Ces décès surviennent à 47,7 ans en moyenne, soit un écart d'espérance de vie de 32 ans avec la population générale.

En même temps, à Paris, 137 000 logements sont vacants, selon le recensement de l'Insee de 2022. Ce sont la pauvreté et, surtout, le sacro-saint droit des propriétaires, les loyers chers, qui empêchent d'accéder à ces logements et de pouvoir les chauffer. Alors, si le froid est un danger, c'est parce que dans cette société, le logement est une marchandise qui ne se vend et ne s'achète que quand on en a les moyens.

**Joséphine Sina**

## 1<sup>er</sup> janvier : hausse des prix mais pas des revenus

**Comme chaque année, le début de 2026 s'accompagnera d'une série d'augmentations de prix et de taxes pour les travailleurs.**

Par exemple, La Poste accroîtra les prix des timbres et des colis de 7,4 % en moyenne. L'abonnement annuel au gaz augmentera de plus de 13 euros. Il en sera de même pour l'essence car l'État va augmenter la taxe CEE de 4 à 6 centimes par litre d'essence et de diesel. En plus, en 2026, les cotisations

des mutuelles prendront 5 %, les frais bancaires 2,4 %, l'électricité 17 % selon UFC-Que Choisir, etc.

C'est d'autant plus révoltant que, dans le même temps, le gouvernement a annoncé des « revalorisations » pour les pensions de retraite de base et le RSA d'à peine 0,9 %, et pour le smic

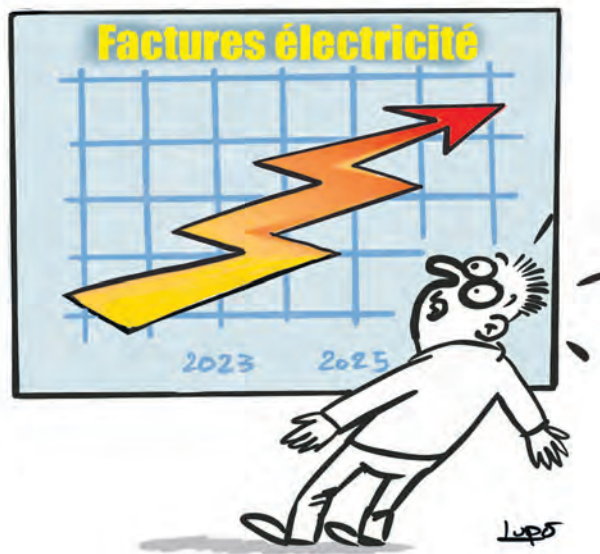
de seulement 1,18 %, alors que l'Insee prévoit une inflation de plus de 1,5 % en 2026.

Ces hausses de prix et de taxes s'ajoutent chaque année, alors que les salaires, les allocations chômage et les retraites ne suivent jamais l'inflation. Le niveau de vie de plus en plus de travailleurs finit par en subir les conséquences.

Ces hausses reflètent la volonté du grand patronat de faire plus de profit en vendant ses produits le plus cher possible. Mais l'État apporte aussi sa pierre à cet édifice de démolition en taxant les classes populaires. Il lui faut financer ses subventions aux grands groupes capitalistes et ses achats aux marchands de canons !

L'urgence pour les travailleurs est d'imposer des hausses massives des salaires et des pensions de retraite pour rattraper tout ce qu'ils ont perdu depuis des années. Et pour ne plus perdre d'argent à l'avenir, ceux-ci devront suivre l'augmentation réelle des prix.

**Arnaud Louvet**







Lors de l'incendie de Lubrizol, à Rouen, en 2019.

## Usines classées Seveso : patrons irresponsables, État complice

**Blessé le 22 décembre lors de l'explosion dans l'usine chimique Elkem Solicones située à Saint-Fons, près de Lyon, un deuxième salarié est finalement décédé.**

Cette usine, spécialisée dans la production de silicone, est classée Seveso en raison de multiples dangers : « incendies », « explosions de gaz », « risques toxiques liés aux fuites », « risques liés à la pression », « risques de dégagement d'hydrogène », « pollution accidentelle » et « risques d'intoxication liés aux fuites, en phase gazeuse ou liquide ». Une fuite de matières dangereuses avait été rapportée en janvier 2025 dans cette entreprise où, déjà en 2016, un employé avait été tué dans un incendie causé par un produit très inflammable sans que rien ne soit entrepris, ni du côté du patron, ni de celui des pouvoirs publics.

L'usine Elkem est pourtant située dans l'une des trois zones en France, avec l'agglomération rouennaise et l'étang de Berre, où la concentration d'usines Seveso est la plus élevée. Il y aurait, dans le pays, 1 302 sites Seveso, dont plus de la moitié sont classés seuil haut, et qui pour beaucoup sont construits au centre ou à la lisière d'agglomérations. Il faut rappeler que c'est un autre grave accident industriel, une explosion suivie d'une émanation de dioxine, qui toucha la commune de Seveso au nord de Milan, il y a presque cinquante ans, en 1976, qui entraîna à partir de 1982 des directives européennes sur les procédures pour prévenir de telles catastrophes. Mais force est de constater qu'elles n'ont rien réglé. Les patrons des entreprises dangereuses

continuent bien souvent à négliger la sécurité. Quant aux contrôles que le classement d'une usine à risque est censé imposer, ils sont souvent inexistantes ou très peu suivis d'effet.

« Les contrôles sont bien trop insuffisants aujourd'hui en France », a déclaré au lendemain de l'accident Paul Poulain, ingénieur spécialiste des risques industriels et auteur d'un livre sur le sujet. Et d'ajouter qu'il faudrait en matière de contrôle « mettre des moyens considérables. Après l'incendie de Lubrizol à Rouen en 2019, il y avait eu une annonce de 50 recrutements, mais c'est clairement insuffisant, surtout qu'on avait augmenté de 2 % les effectifs pour augmenter de 50 % les contrôles. Ce n'est pas très crédible. Il faudrait recruter environ 8 000 personnes sur un effectif d'environ 1 200 équivalents temps plein pour

arriver à quelque chose de sérieux ». À ce constat il faut ajouter que la réglementation concernant la sécurité des sites classés Seveso a été assouplie. C'est ainsi qu'une loi de 2018 autorisant des allègements en la matière avait permis à la préfecture de Seine-Maritime de donner son feu vert à Lubrizol, en janvier, puis en juin 2019, pour deux demandes d'extension de ses capacités de stockage de produits dangereux, sans les soumettre au préalable à une évaluation des risques. On sait ce qui est arrivé ensuite : fin septembre 2019, un incendie catastrophique avait vu partir en fumée près de 10 000 tonnes d'hydrocarbures, créant une énorme pollution.

L'irresponsabilité de nombreux patrons, et la complicité de l'État qui ne veut en rien les contraindre, continuent de menacer de nouvelles catastrophes les travailleurs de ces entreprises et toute la population.

Aline Retesse

## Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

**Au sommaire du n° 252 (décembre 2025-janvier 2026)**

**Textes et discussions du 55<sup>e</sup> congrès de Lutte ouvrière**

- Crises, guerres et recherches d'alliances
- Discussion sur les textes d'orientation
- La situation en France
- Interventions des groupes invités

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



## Michelin : un don en forme de vol

**Le PDG de Michelin vient de rembourser à l'État 4,3 millions d'euros d'aides publiques, reçus en 2016 dans le cadre du CICE, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.**

Ces aides étaient censées être utilisées par l'usine de La Roche-sur-Yon « pour se moderniser ». Trois ans plus tard, l'usine fermait !

En fait, la somme reversée l'a été suite aux conclusions d'une commission d'enquête sénatoriale, menée conjointement par un élu PCF et un élu LR, ainsi qu'après une émission Cash Investigation qui dénonçait ces millions versés en pure perte... sauf pour le patron. La prétendue modernisation n'avait pas eu lieu, et les quelques machines acquises avaient disparu. Et quand, en octobre 2019, Michelin annonçait la fermeture de l'usine, il mettait 619 travailleurs à la rue. Au passage, outre l'argent public, Michelin avait encaissé les profits issus de la surexploitation imposée aux salariés, sous prétexte d'un plan de compétitivité. Il y avait eu l'obligation de travailler en 4x8, trois samedis sur quatre et seize dimanches dans l'année.

En bon gestionnaire fort de ses amitiés, Michelin parvenait de surcroît, en février 2023, à revendre le site au conseil d'agglomération de La Roche-sur-Yon, présidé par un élu Horizons, pour 9,3 millions d'euros.

Après la fermeture du site vendéen, les cadeaux avaient continué à tomber, les suppressions d'emplois également. Même après la fin du CICE, Michelin pouvait compter sur une pluie d'argent public : le soutien à l'économie de la période Covid (200 millions d'euros en 2020), l'indemnisation du chômage partiel, le crédit impôt recherche (42 millions en 2023). Et, rien qu'en France, en 2025, Michelin fermait les usines de Cholet et de Vannes, mettant 1 200 salariés au chômage et annonçant parallèlement aux heureux actionnaires un bénéfice de 1,9 milliard d'euros.

Le cas Michelin souligne les flots d'argent public qui irriguent les capitalistes, pour un total de 211 à 270 milliards distribués à fonds perdus en 2023, par exemple. Si la restitution des 4,3 millions par Michelin constitue une « victoire éthique » aux yeux du sénateur PCF de la commission d'enquête, elle a dû être versée sous forme de « don » au fisc, la case « remboursement d'un vol » n'étant pas prévue par l'État dans un tel cas.

Viviane Lafont



Le « bon anniversaire » des ouvriers de Michelin-Cholet au PDG, le 26 février.

## Algérie : liberté pour Lyes Touati !

Lyes Touati, membre de la direction du Parti socialiste des travailleurs d'Algérie (PST - Quatrième Internationale) est incarcéré depuis le lundi 15 décembre. Son maintien en détention provisoire a été décidé le 30 décembre.

Lyes est accusé d'être proche du mouvement MAK, mouvement indépendantiste kabyle qui, notamment, défend la politique de Netanyahu, dont les positions sont opposées à celles du PST.

L'accusation est donc sans fondement et son organisation rappelle que Lyes est militant du mouvement social, des luttes ouvrières, du mouvement écologiste, de la solidarité avec la Palestine.

Lyes risque dix ans de prison du fait des accusations qui pèsent sur lui et cette menace s'inscrit dans une répression plus globale. Il est clairement un déte- nu d'opinion, comme il en existe de très nombreux en Algérie. Il doit être libéré !



## Brigitte Bardot : une icône réactionnaire

La trêve des confiseurs n'a pas empêché la concurrence des embaumeurs autour de Brigitte Bardot. Le jour même du décès, le néolepeniste Ciotti a lancé une pétition pour que l'État fasse à l'actrice des funérailles nationales. Son adversaire pour la mairie de Nice et ennemi intime, Estrosi, a répliqué en annonçant une grande place baptisée du nom de l'artiste.

Le Pen et Bardella vont-ils proposer l'entrée directe au Panthéon ? L'extrême droite et la droite extrême n'ont que peu de célébrités à mettre en avant. S'il y en avait une, c'était bien Brigitte Bardot, actrice mondialement connue et surtout raciste revendiquée, ennemie des musulmans, des homosexuels, des féministes, capable d'injurier publiquement les Réunionnais et cinq fois condamnée pour incitation à la haine raciale. Amie de Le Pen père chez qui elle avait fait la connaissance de son époux, Brigitte Bardot appelait régulièrement à soutenir la fille, la nièce et même Zemmour, le cousin maudit.

Les médias en pleine fièvre et la plupart des politiques ont pudiquement minimisé les multiples prises de position réactionnaires de B.B. pour encenser, à longueur d'antenne et de journal, la défenseure de la cause animale et l'actrice

qui aurait révolutionné l'image de la femme au cinéma. Sa défense exclusive des animaux était bien trop teintée de misanthropie pour être sympathique. Sinistre dérision en effet que de prétendre sauver les dauphins quand on se réjouit de voir les migrants se noyer.

Il resterait l'artiste qui, de l'avis général, de Roussel à Le Pen, aurait bien mérité de la patrie. Brigitte Bardot

a été, en effet, quelques semaines durant, un produit français capable de concurrencer Hollywood. Mais c'était en restant sur le même terrain fondamentalement misogyne, il suffit de voir le film en question, *Et Dieu créa la femme*, pour s'en rendre compte. La droite respectable qui l'encense aujourd'hui à cause de ses délires xénophobes voulait alors la censurer pour outrage à la pudeur. La voilà qui s'incline désormais, avec le reste de l'opinion officielle, sur le « phénomène Bardot », en tant que gloire propre à éveiller la fibre franchouillarde.

Paul Galois



## Grand patronat cherche hommes de main

Le 29 décembre, le quotidien *Les Echos*, qui exprime l'opinion d'une partie du grand patronat et à tout le moins celle de son propriétaire Bernard Arnault, titrait son éditorial « *La résistible ascension du RN* ».

Après avoir expliqué en quoi le programme de ce parti est « incohérent et peu crédible », il concluait en doutant que le RN soit capable de « prendre les mesures impopulaires, désormais inévitables, pour redresser les finances publiques ».

On comprend, sans véritable surprise, que le problème du grand et même du très grand patronat est de faire payer la population et donc de trouver une équipe gouvernementale pour le faire efficacement. Et *Les Echos* de dire entre les lignes que, de ce point de vue, les partis de gouvernement, ont fait leurs preuves, comme la séquence

Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron l'a amplement démontré.

Le RN, et singulièrement Bardella, répondent pourtant depuis des mois aux hésitations exprimées par *Les Echos* en multipliant les serments d'allégeance à la propriété privée, aux grandes fortunes, aux milliardaires, aux lois qui favorisent l'accumulation du profit privé. Ses députés votent toutes les mesures antipopulaires, son programme en promet d'autres, contre les immigrés, les sans-travail, les précaires, les fonctionnaires pour commencer, contre tout le monde pour continuer.

Sur ce plan, *Les Echos* n'ont pas de raison de s'inquiéter. Du côté des partis de gouvernement comme du côté du RN qui se targue de n'avoir jamais été essayé, le patronat sera servi. Le vrai problème de celui-ci, en fait, est de savoir si les travailleurs accepteront indéfiniment de se laisser faire.

P. G.



Lors d'une manifestation pour les retraites en avril 2023.

## Retraites : nouvelle année, nouvelle baisse

Une revalorisation de 0,9 % des retraites est prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Mais une baisse de leur montant va toucher une partie des retraités.

La pension des 17 millions de retraités sera augmentée du taux de l'inflation officielle, ce qui au regard de la hausse réelle des prix ne fait pas le compte. Mais cette mini-revalorisation ne concernera que la retraite du régime général. Pour la partie complémentaire Agirc-Arrco, rien n'est à attendre car les négociations d'octobre dernier ont débouché sur un gel du montant, et ce jusqu'aux négociations de l'an prochain.

En revanche, les prélèvements obligatoires sur la pension ne sont pas gelés. Cela concerne des prélèvements comme la CSG ou la CRDS dont les barèmes sont relevés chaque année. Ils pourraient augmenter notablement. Une partie des retraités risquent donc

fort de voir leur pension nette baisser, dès janvier pour la partie complémentaire sur laquelle le nouveau calcul des prélèvements s'appliquera. En février celui-ci devrait s'appliquer sur la retraite du régime général.

D'autre part, aucune augmentation de la retraite complémentaire ne viendra compenser la faible hausse, voire la baisse, de la retraite principale avant le 1<sup>er</sup> novembre 2026. Et encore, si cette fois la négociation sur la retraite Agirc-Arrco se termine bien !

Voilà qui n'empêchera pas les ministres et leurs donneurs d'ordres de continuer à mentir effrontément à propos du pouvoir d'achat prétendument royal des « boomers » !

Viviane Lafont

## Pour la vérité sur les attentats contre des militants kurdes

Le 9 janvier 2013, Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez, trois militantes kurdes, étaient assassinées à Paris par un agent infiltré du MIT, les services secrets turcs. Presque dix ans plus tard, le 23 décembre 2022, c'était le tour d'Evîn Goyî, Mîr Perwer et Abdurrahman Kizil d'être assassinés au Centre culturel kurde Ahmet Kaya, toujours à Paris. Depuis,

l'enquête sur ces deux attentats n'a pas avancé et le secret défense est toujours brandi par les autorités françaises.

Diverses organisations turques et kurdes appellent à manifester pour obtenir vérité et justice pour ces militantes et militants, le 11 janvier 2026 à 10 heures, Gare du Nord à Paris. Elles ont le soutien de Lutte ouvrière.



## Gaza : les Palestiniens continueront de mourir

Le 29 décembre, Netanyahu a été reçu en ami par Trump en Floride. À plus de 10 000 kilomètres de là, la guerre, le dénuement et l'hiver continuaient de tuer les habitants de Gaza en dépit du cessez-le-feu censé arrêter les attaques israéliennes.

La rencontre entre le chef du principal impérialisme et le représentant de son principal gendarme au Moyen-Orient, dans le luxe tapageur de la résidence présidentielle privée de Floride, semble avoir été prévue pour se conclure par un accord total. Le sujet pouvant prêter à dissension, la colonisation à outrance en Cisjordanie a été soigneusement évité. Trump a assorti ses compliments mielleux à Netanyahu de menaces à l'égard du Hamas. Ce dernier est averti : « *S'ils ne désarment pas – comme ils ont accepté de le faire, ils l'ont accepté – alors ils devront payer le prix fort !* » Une porte-parole du gouvernement israélien a d'ailleurs réclamé la dernière dépouille d'otage, que le Hamas dit ne pas réussir à localiser.

Des menaces ont également été lancées contre l'Iran, Trump avertissant : « *J'espère qu'ils ne sont pas encore en train d'essayer de se réarmer, parce que s'ils le font, nous n'aurons pas d'autre choix que d'éliminer très rapidement ce réarmement.* » Là aussi, l'accord est total avec Netanyahu, dont les bombes ont déjà frappé le territoire iranien en juin, et récemment la ville d'Ispahan.

Le président américain s'impatiente en effet d'accrocher à son palmarès le lancement de la deuxième phase du cessez-le-feu d'octobre dernier. En fait de désarmement, le Hamas se dit prêt à accepter un « gel ou un stockage » des armes, tant que l'armée israélienne occuperait Gaza, ce qui est toujours le cas. Elle le fait sur une zone de plus



Dans un camp de réfugiés à Gaza le 29 décembre.

en plus étendue. Les quelque deux millions de Gazaouis sont ainsi forcés de s'entasser dans les ruines et les camps à l'ouest de la « ligne jaune » qui marque la zone interdite aux Palestiniens.

Ladite ligne jaune, mouvante, avance d'ailleurs sans cesse vers l'ouest et n'est qu'un prétexte à des tirs mortels, qu'il s'agisse d'habitants tentant de récupérer quelques biens ou d'enfants jouant à proximité. Dans la zone autorisée depuis l'accord de cessez-le-feu, la vie des Palestiniens ne tient qu'à un fil. Le manque de

nourriture et de médicaments, le froid hivernal et les inondations dues aux épisodes de pluies incessantes – le camp de Khan Younès est dans l'eau depuis le 28 décembre – tuent, aussi sûrement que les bombes et les obus. Dix-huit Gazaouis ont trouvé la mort mi-décembre à cause des intempéries. À Gaza, aller à l'école, se soigner, survivre est un combat.

Quant à Netanyahu, chef d'orchestre de cette guerre, sa préoccupation est d'échapper aux trois procédures judiciaires pour corruption qui le talonnent de plus en

plus près, à défaut de cette grâce qu'il réclame à Isaac Herzog, le président d'Israël. Les élections dont il espère sortir encore une fois vainqueur sont en effet prévues pour octobre 2026, si toutefois le rejet dont le Premier ministre fait de plus en plus l'objet dans la population du pays ne pousse pas l'opposition politique à exiger leur anticipation. Continuer la guerre aux Palestiniens est pour Netanyahu, estime-t-il, son principal atout, dont il est prêt à se servir indéfiniment.

Viviane Lafont

## Chine-Taïwan : les incendiaires à l'œuvre

Lundi 29 et mardi 30 décembre, l'État chinois a lancé des exercices militaires de grande envergure au large de Taïwan. Les manœuvres ont été qualifiées de « *provocatrices et imprudentes* », « *sapant la stabilité régionale* » selon les mots du président taïwanais Lai Ching-te.

Ces exercices sont la réponse de la Chine à une gigantesque commande d'armes que Lai Ching-Te vient de passer auprès des États-Unis. Pendant deux jours, l'armée chinoise a mobilisé toute une flotte de bateaux, d'avions et de drones, réalisant, au large, des tirs réels sur des cibles

maritimes, simulant un blocus de l'île et perturbant près d'un millier de vols commerciaux à destination de Taïpei, la capitale de Taïwan. Si ces exercices étaient effectivement de « grande ampleur » comme la presse occidentale les a qualifiés, ils n'ont néanmoins pas dépassé ceux

d'août et d'octobre 2024, sans affoler plus que cela la population taïwanaise. Pour elle, ces exercices reviennent en effet à chaque crise et sont un élément du rapport de force entre le régime de Pékin d'une part, Taïwan et ses alliés, américain et japonais en premier lieu, d'autre part.

Quant à « saper la stabilité régionale », le régime de Taïwan et ses parrains impérialistes, États-Unis et Japon en tête, ne sont pas en reste. Ainsi, après avoir affirmé début novembre que l'armée japonaise pourrait intervenir pour « défendre » Taïwan, le Japon a déployé le 25 novembre des avions à Yonaguni, une île japonaise à moins de 120 kilomètres à l'est de Taïwan. Il surarme par ailleurs cette île en y installant des batteries de missiles sol-air. Quelques jours plus tard, le 10 décembre, en réponse à des exercices maritimes russo-chinois, États-Unis et Japon ont fait voler ensemble leurs bombardiers et avions de chasse.

Au-delà de ces manœuvres,

ce sont les États-Unis qui poussent en permanence Taïwan à s'armer. Pour l'impérialisme américain, Taïwan est une base avancée, un caillou dans la chaussure chinoise, qui doit les aider à contenir ce concurrent qui prend trop de place dans la région Asie-pacifique comme dans l'économie mondiale. Ce sont ainsi les États-Unis qui ont demandé à Taïwan de porter ses dépenses militaires à plus de 3 % du PIB en 2026, et à 5 % en 2030. S'exécutant fin novembre, le président taïwanais a annoncé que les dépenses militaires de l'île allaient augmenter de 40 milliards sur plusieurs années. Dans la foulée, il a passé mi-décembre la plus importante commande d'armes depuis 2001, plus de 11 milliards de dollars en systèmes de missiles, en obusiers, en missiles antichars, drones... provoquant la réponse attendue de Pékin au travers de ses exercices militaires de fin décembre.

Pour justifier ces commandes d'armes, le président

taïwanais pronostique une invasion chinoise en 2027. Or, face aux États-Unis, au Japon et aux pays occidentaux qui sont leurs alliés, dont la France, la Chine est loin d'être en position d'envahir Taïwan. Si le régime de Pékin revendique depuis 1949 la réunification avec Taïwan, il s'oppose surtout à ce que l'indépendance de Taïwan soit officiellement reconnue, protestant de façon quasi automatique à chaque pas fait en ce sens. En jouant l'escalade et en accusant la Chine, Lai Ching-Te entend en réalité saper la position politique de ceux qui défendent, avec un certain écho, l'idée d'un rapprochement avec Pékin. En surarmant l'île, il veut démontrer aux Taïwanais que la position qu'il défend, la séparation définitive et officielle de Taïwan de la Chine, est la seule possible. Il continue ainsi pour sa propre part à faire de toute la région une poudrière.

Serge Benham



Exercice militaire autour de Taïwan.



# Nigeria : la croisade de Trump

**L'armée américaine a bombardé le 25 décembre un groupe djihadiste dans le nord-ouest du Nigeria et Donald Trump l'a justifié en se mettant en scène en croisé moderne protégeant les chrétiens partout dans le monde.**

Le commandement américain en Afrique a aussitôt diffusé les images des missiles tirés d'un navire de guerre des États-Unis, et Trump est apparu sur son réseau social pour souhaiter « *joyeux Noël à tous, y compris aux terroristes morts* ». Il avait déjà annoncé qu'il viserait partout les auteurs d'atrocités contre « les chrétiens ». « *Ce soir, ils ont payé* », s'est-il réjoui au lendemain de l'opération. La version du gouvernement nigérian est pour sa part légèrement différente. Son ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'il s'agissait d'une opération conjointe entre les armées nigériane et américaine « *n'ayant rien à voir avec une religion particulière* ». De fait, derrière sa phraséologie moyenâgeuse Trump défend surtout les intérêts de l'impérialisme américain.

Tout le nord du Nigeria est depuis longtemps la proie de groupes armés dont les enlèvements sont la principale ressource. Dans un pays

qui rivalise avec l'Afrique du Sud pour la place de première puissance économique d'Afrique subsaharienne et que ses ressources pétrolières placent en tête du continent, cette région est encore plus que les autres laissée à l'abandon. Les paysans y vivent dans une insupportable misère, rançonnés par une multitude de groupes armés. Ce fut, un temps, le fief des djihadistes de Boko Haram, mais les motivations religieuses sont bien loin d'être les seules des bandits et des coupeurs de route. Le kidnapping et l'extorsion de rançons sont une affaire florissante. Ainsi, le 28 décembre, des voyageurs se déplaçant dans l'État du Plateau ont été enlevés et la rançon exigée était de 880 euros. Ces pratiques gagnent désormais le centre et le sud du Nigeria, à tel point qu'en novembre dernier l'état d'urgence a été décrété dans tout le pays.

La lutte contre les groupes terroristes sert de prétexte à Trump pour prendre à la

gorge le gouvernement du Nigeria. Début novembre il avait menacé le gouvernement d'une intervention militaire en l'accusant de tolérer les meurtres de chrétiens. Sous couvert de collaboration entre les USA et le Nigeria, un avion de surveillance survole en permanence le pays tandis que, comme on l'a vu, les navires américains présents dans le golfe de Guinée se tiennent prêts à ouvrir le feu.

Ce déploiement militaire n'a aucun effet sur le banditisme qui gangrène le pays et ne cesse de progresser, mais il fait peser une pression permanente sur le gouvernement nigérian. Il est d'ailleurs à relier avec l'influence accrue des États-Unis en Afrique, dont leur implication dans les négociations en République démocratique du Congo pour mettre la main sur les ressources minières est un autre fait marquant.

Au-delà, c'est une nouvelle occasion pour Trump de faire savoir aux dirigeants et aux peuples du monde entier qu'il peut bombarder qui il veut, quand il veut, et qu'il ne se prive pas de le faire.

**Daniel Mescla**

# Niger : qui sont les voleurs ?



Mine d'uranium d'Orano au Niger.

**Le parquet de Paris a ouvert à la mi-décembre une enquête pour vol en bande organisée contre le gouvernement militaire du Niger.**

Il porte sur 160 millions d'euros d'uranium de la mine d'Arlit, dont l'ancienne puissance coloniale ne reconnaît pas la nationalisation au début de l'année 2025.

Voilà donc le colonisateur qui se présente comme la victime après avoir pillé le pays et son minerai pendant des décennies ! L'entreprise, qui a porté successivement les noms de Cogema, Areva et aujourd'hui Orano, a commencé à extraire l'uranium nigérien en 1971 et en a fait une chasse gardée dans le cadre de la Françafrique. Elle bénéficiait de droits d'exploitation exclusifs tels, que les retombées économiques pour l'État nigérien étaient dérisoires. Pour la population de ce pays, l'un des plus pauvres du monde, elles étaient nulles. Une étude d'Oxfam France montre que le Niger n'a reçu que 13 % de la valeur totale des exportations d'uranium de 2010, le reste revenant à Areva. Alors que son uranium a assuré pendant des décennies l'éclairage de l'Hexagone, l'immense majorité de la population nigérienne n'a pas l'électricité.

De plus, l'action de la France ne s'est malheureusement pas limitée au pillage. L'opération militaire Barkhane, de 2014 à 2022, a également largement contribué à enrichir le terreau sur

lequel prospèrent les groupes armés qui plongent les populations du Sahel dans le chaos. Alors, lorsque, en juillet 2023, la junte militaire dirigée par le colonel-major Tchiani a renversé l'ancien président et ami de la France Mohamed Bazoum, elle l'a fait dans le contexte d'une profonde haine de la population envers l'ancienne puissance coloniale. La nationalisation de la mines d'Arlit est bien le minimum qu'on pouvait en attendre, même s'il y a peu de chances que la population en recueille quelque bénéfice, en dépit des promesses des militaires au pouvoir.

L'impérialisme français, bien qu'affaibli et évincé de son ancien pré carré colonial au Sahel, continue de s'y accrocher comme une huître à son rocher, et l'enquête du parquet de Paris en est le signe. Mais cette procédure est d'autant plus ridicule qu'Orano a littéralement abandonné tout investissement depuis des années, préférant s'approvisionner au Kazakhstan ou au Canada. Le trust minier s'est aussi détourné de l'exploitation du gisement prometteur situé à Imamouren, au Niger. Mais pourquoi ne pas essayer néanmoins de faire payer le Niger...

**Thomas Baumer**



Après le bombardement américain au Nigeria.

# Liberté pour Mumia Abu-Jamal !

Arrêté en 1981, alors qu'il avait 28 ans, le journaliste et militant américain Mumia Abu-Jamal, qui avait fait partie des Black Panthers dans les années 1970, a été injustement accusé du meurtre d'un policier blanc et a donc passé 44 années en prison, dont trente dans le couloir de la mort. La justice américaine lui a fait payer, comme à de

nombreux militants noirs américains, le fait d'avoir relevé la tête et lutté pour l'égalité des droits. Alors que les preuves de son innocence sont multiples, les autorités judiciaires s'opposent à la révision de son procès car elle mettrait en lumière la partialité et le racisme dont ils ont fait preuve depuis le début.

Heureusement, et mal-

gré de nombreux obstacles, Mumia a eu récemment accès à des soins alors qu'il est menacé de cécité. Il est impératif de continuer à exiger sa libération, comme le fait le collectif français Libérons Mumia qui appelle à un rassemblement qui a le soutien de Lutte ouvrière :

**Mercredi 7 janvier à 18 heures, place de la Concorde à Paris**



## Il y a 50 ans : 1975, l'indépendance du Suriname

Le 25 novembre 1975, le Suriname, le plus petit pays d'Amérique du Sud, ancienne colonie des Pays-Bas depuis 1667, connue sous le nom de Guyane néerlandaise, accédait à l'indépendance.

Dernier pays d'Amérique à devenir indépendant, en tout cas au sens politique du terme, cela n'a pas pour autant ouvert une perspective de développement au Suriname. Cet État qui compte aujourd'hui 600 000 habitants, reste, plus encore que d'autres pays d'Amérique du Sud et vu sa taille, un pays dominé par l'impérialisme.

Le Suriname fait partie du plateau des Guyanes, auquel appartiennent la Guyane française (reste de l'empire colonial français), le Guyana (ancienne colonie britannique), le nord du Brésil (ancienne colonie portugaise) et l'est du Venezuela (ancienne colonie espagnole). Ainsi, cette région a vu des frontières la diviser en différents morceaux correspondant à un partage entre puissances colonisatrices, souvent à l'issue d'affrontements militaires suivis de marchandages, voire de dépeçages.

### Un découpage des peuples

Depuis des millénaires, les Amérindiens autochtones habitent partout dans cette région, essentiellement forestière. Dès le 17<sup>e</sup> siècle, les Noirs marons ou Bushinengues, des esclaves ayant fui les plantations, ont fondé des communautés dans la forêt amazonienne, évidemment

sans se soucier de la moindre frontière. Et les descendants d'esclaves, après leur libération dans la deuxième moitié du 18<sup>e</sup> siècle ont, pour certains, investi les abords des fleuves.

La population du Suriname, pour près de 30 %, présente aussi une importante composante hindoustani. En effet, à l'abolition de l'esclavage, en 1863, les colonisateurs hollandais décidèrent de faire venir une main-d'œuvre nombreuse d'Inde – les Hindoustanis – ainsi que des Javanais et des Chinois. Les colonisateurs anglais eurent la même politique de peuplement dans ce qui allait devenir le Guyana, voisin du Suriname.

En 1975, lorsque les Pays-Bas décidèrent d'accorder l'indépendance au Suriname, dans le contexte général de décolonisation, ils voyaient monter les risques de révoltes dues à la misère, et de conflits faisant suite

aux divisions ethniques soigneusement entretenues. Ils préféraient sans doute ne pas avoir à les affronter directement.

### Des richesses pillées par l'impérialisme

Tout au long des 50 ans écoulés depuis l'indépendance dans ce pays sous-développé, la petite bourgeoisie locale a cherché à se partager le peu de richesses disponibles laissées par l'impérialisme. Les conflits se sont succédé, faisant alterner des périodes apparemment démocratiques avec des périodes de dictature militaire. Le pire fut, entre 1986 et 1992, une véritable guerre civile entre le pouvoir officiel et une guérilla bushinenguée, qui vit des milliers de réfugiés affluer vers la Guyane française.

Aujourd'hui, le Suriname n'est toujours pas sorti de l'héritage colonial de misère et de sous-développement laissé par les Pays-Bas. Les richesses du pays ne manquent pas, mais sont systématiquement pillées



Au Suriname en 1976, "les Indiens ne peuvent plus attendre."



Le découpage du Plateau des Guyanes. L'Amapá est aujourd'hui un État du Brésil.

par l'impérialisme : exploitation de la forêt, immenses gisements de bauxite, d'or et de diamants, sans oublier la production agricole. Cela laisse le spectacle de routes défoncées, d'infrastructures délabrées (un pont routier s'est effondré en octobre dernier), de bâtiments en ruine. Les salaires de misère et le chômage poussent à l'émigration. Près de 400 000 personnes d'origine surinamaïse habitent les Pays-Bas et la Belgique.

Ce ne sont pas les immenses gisements de pétrole, découverts récemment et dont l'exploitation par l'entreprise française Total débutera dès 2028, qui vont venir en aide à la population pauvre. Si Total et le gouvernement du Suriname promettent des retombées fantastiques, l'histoire des pays producteurs de pétrole dans le monde ne permet pas de les croire.

### Des frontières absurdes héritées de la colonisation

La division du Plateau des Guyanes en trois petits pays, dont le Suriname, est une question fondamentale.

L'exemple du fleuve Maroni, qui sert de « frontière » entre le Suriname et la Guyane française, est particulièrement révélateur : le « peuple du fleuve » vit librement sur les deux rives, sans se soucier de cette ligne imaginaire. La circulation permanente en pirogue donne bien du fil à retordre aux quelques agents de la police de l'air et des frontières française (PAF), impuissants face à des habitants dont les activités s'étendent naturellement de part et d'autre du fleuve. Cette « frontière » pour eux, n'en est évidemment pas une.

Ces limites d'État totalement artificielles sont d'ailleurs encore contestées pour certaines, comme celle qui sépare le Guyana et le Venezuela, un différend ravivé par la découverte de vastes gisements de pétrole dans la région.

Pour la population du Suriname, mais aussi du Guyana et de la Guyane française, surmonter l'absurde découpage colonial qui perdure aujourd'hui serait indispensable. Ce sera un objectif fondamental pour un gouvernement des travailleurs.

Jacques Lequai

## Plastique polluant : il y a loin du gobelet aux lèvres

Un décret conjoint des ministères de la Transition écologique et de l'Économie du 30 décembre a prolongé de cinq ans le droit de fabriquer, de vendre et d'utiliser des gobelets jetables en plastique.

Cette production devait s'arrêter au 31 décembre 2025 mais, d'après l'administration, le remplacement n'est pas faisable « dans l'état actuel des choses ». Pourtant les rapports sur la nocivité des matières plastiques s'empilent depuis des années,

des reportages et des études scientifiques décrivent les tonnes de déchets qui polluent les terres, les rivières et les océans. On y lit que le plastique rejeté, ingéré par les plus petits organismes, remonte toute la chaîne alimentaire et rend malade une espèce après l'autre. Des montagnes de déchets indestructibles s'élèvent dans toutes les décharges des pays pauvres, on parle même d'un sixième continent, constitué de bouteilles et poches plastiques rassemblées par les

courants marins du Pacifique. Tout cela est connu et documenté, des résolutions ont été discutées et prises par tous les symposiums que le génie des gouvernements a su inventer.

Malgré tout, la pollution augmente en même temps que la production, soit 460 millions de tonnes de plastique en 2025, et rien n'est donc faisable « dans l'état actuel des choses » ! L'état actuel est caractérisé par la domination d'une poignée de trusts et de leurs actionnaires, dont ceux de

l'industrie de la matière plastique et du pétrole qui sert à la fabriquer. Il faut y ajouter ceux qui l'utilisent avec profit et ne voient pas pourquoi ils dépenseraient un centime pour changer leurs habitudes, c'est-à-dire quasiment toutes les entreprises capitalistes. Et voilà devant quel « état actuel », les gouvernements du monde entier plient le genou et reportent les quelques malheureux décrets que la pression de l'opinion publique leur avait fait prendre !

Paul Galois





# Métropole de Lille : les éboueurs en lutte

Depuis le 22 décembre, les travailleurs de Deverra à Lille sont en grève reconductible. En effet, il y a trois ans que le petit requin familial Pizzorno/Devalle/Deverra a soufflé au gros requin Veolia/Esterra près de la moitié de la collecte des déchets ménagers de la Métropole.

Les grévistes dénoncent une situation devenue intenable : effectifs insuffisants, tournées toujours plus lourdes, cadences accrues, pénibilité physique ignorée, le tout pour des salaires qui ne suivent ni l'inflation ni l'explosion du coût de la vie. Ils revendiquent notamment une augmentation générale des salaires, une prime de fin d'année décente et de véritables moyens pour travailler dignement. En réponse, la direction n'a proposé qu'une aumône de 100 euros, insultante au regard des profits réalisés et de la pénibilité du travail.

Dès les premiers jours,

la grève a été massivement suivie. Sur le site de Sequedin, cœur du dispositif, plus de 60 % des effectifs étaient en grève dès le 23 décembre, un chiffre qui est monté jusqu'à près de 95 % selon les grévistes, notamment lors des blocages du dépôt à l'aube. La démonstration est claire : quand les travailleurs s'arrêtent, tout s'arrête, car ce sont bien eux qui font tourner la machine. Sans eux, les camions restent à quai, les tournées ne partent pas, et les ordures s'accumulent rapidement dans les rues. En quelques jours, 20 % seulement des collectes ont pu être assurées, touchant



BFM GRAND LILLE

Grève des éboueurs Deverra à Lille. dégradation des services publics.

Cette grève rappelle une vérité fondamentale : ce ne sont ni les actionnaires, ni les directions, ni les élus qui font tourner la société, mais les travailleurs. Et quand ceux-ci relèvent la tête et s'organisent collectivement, ils montrent leur force. C'est le seul moyen pour eux, en rappelant que sans eux rien ne fonctionne, d'imposer le respect, et de défendre leurs conditions de vie.

Correspondant LO

## A 69 : l'autoroute coûte que coûte

Le 30 décembre, la cour administrative d'appel de Toulouse a validé la continuation des travaux de construction de l'A69.

Au nom d'un « intérêt public majeur », elle a ainsi annulé une décision contraire de février 2025.

De rebondissement en rebondissement, la société de construction autoroutière Atosca espère bien arriver à ses fins malgré les opposants à ce chantier. Ce segment d'autoroute de 53 kilomètres doit doubler une route nationale pour gagner 20 minutes de trajet entre Toulouse et Castres, moyennant un péage de 17 à 20 euros allers et retours. On voit bien qui y gagne : la société Atosca qui se partage la construction avec Vinci et qui sera le concessionnaire exclusif de l'ouvrage. Elle a d'ailleurs, sans attendre le verdict du tribunal d'appel, recommencé les travaux en empiétant sur des terrains autour de l'itinéraire validé, pour installer la logistique de son chantier. Il faut ajouter à ces partisans Pierre Fabre, patron du groupe pharmaceutique du même nom installé à Castres, tout puissant dans la région et

farouche partisan de cette économie de temps... pour ses camions.

Les bétonneurs se savent soutenus par le personnel politique de gauche et de droite, de la présidente socialiste de la Région Occitanie, Carole Delga, au ministre des Transports, Philippe Tabarot, qui considère le projet comme une « infrastructure structurante (...) très attendue par le territoire ».

Les opposants, eux, dénoncent depuis des années la destruction de l'environnement et le refus de solutions plus économiques pour la population comme l'amélioration de la route nationale existante, le développement du train, etc.

Les modifications des itinéraires quotidiens gêneront ceux qui n'auront pas les moyens de payer l'autoroute, tant pis pour eux : la vie quotidienne des habitants ne pèse pas lourd face au patronat local.

Sylvie Maréchal

## Naturalisations : mieux vaut s'appeler George Clooney !

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les étrangers hors Union européenne, qui demandent une carte de séjour pluriannuelle ou de résident de dix ans, doivent passer un « examen civique ».

Près de 100 000 personnes qui vivent en France, y travaillent et paient leurs impôts depuis des années, sont contraintes de répondre à un questionnaire auquel bien des Français échoueraient. Les étrangers demandant leur naturalisation étaient déjà soumis à des tests dits « de connaissances », mais ceux-ci sont devenus encore plus compliqués, à commencer par le niveau de français exigé. Ainsi, au niveau B2, ils doivent connaître des mots

tels que « concupiscence », « filigrane », « fulgurant » ou « pactole », par exemple, comme si tout un chacun avait à les employer couramment !

Les questions posées ont été réparties en quatre séries : valeurs et principes de la République, institution et fonctionnement de l'État, droits et devoirs du citoyen, histoire, culture et géographie. Mais quel Français dit « de souche » serait capable de répondre sans erreur à ce genre de questions : « À

quoi sert le Conseil d'État ? », « En quelle année a été inaugurée la Grande mosquée de Paris ? », « Le Parlement français est-il bicaméral ? », « Quel est le nombre de régions administratives ? », etc.

Les candidats à la naturalisation doivent connaître au moins 80 % des des réponses à ces 200 questions. Un certain nombre d'entre elles font certes partie de la vie quotidienne, mais combien d'autres ne sont là que pour bloquer toute réponse positive aux étrangers ! Cette brimade s'ajoute aux difficultés auxquelles ils se heurtent pour obtenir les papiers indispensables que les services de l'État peinent à leur fournir.

Cependant, tous les étrangers ne connaissent pas les mêmes embûches dans leur parcours. Ainsi, George Clooney et sa famille n'ont eu aucun problème pour obtenir la nationalité française : elle vient de leur être accordée, bien que l'acteur ait reconnu avec humour être « toujours aussi mauvais [en français] après 400 heures de cours » !

Marianne Lamiral



CAPTURE FRANCE PODCAST

Test de français.



## Centre Hospitalier – Nevers : de pire en pire !

**Le ministère de la Santé vient d'accorder 5 millions d'euros au Centre hospitalier de Nevers pour de nouvelles Urgences.**

Depuis la construction du Centre hospitalier, en 2003, tous ceux qui travaillent dans ce secteur savent qu'il est trop petit, même plus petit que dans l'ancien hôpital. Le projet des nouvelles Urgences est donc discuté depuis des années. Il faut trouver un terrain, l'acheter et enfin avoir le financement pour la construction, mais depuis le début, il y a obstacle.

Le Centre hospitalier est en déficit cumulé de 45 millions d'euros, soit 20 % de son budget. Cette situation dure depuis 2017 et comme dit la direction, « cela commence à se ressentir ». Il y a une quinzaine d'années, le budget était régulièrement

excédentaire mais les conséquences de la tarification à l'activité se font aussi « ressentir » comme pourrait dire la direction.

Le plan proposé est un « contrat de performance » signé avec l'agence régionale de santé (ARS), comprenant la « maîtrise des charges » et l'« optimisation des recettes », blabla habituel de ceux qui ne maîtrisent rien. La seule chose citée concrètement est « l'optimisation des fonctions dites supports, c'est-à-dire techniques, administratives et logistiques ». Pour dire les choses clairement, la direction va vers la suppression d'emplois dans toutes ces activités.

Est-ce que les cinq millions d'euros du ministère suffiront pour les Urgences ? Personne ne le sait ! Celles-ci sont régulièrement fermées le week-end par manque de médecins, est-ce que les nouvelles Urgences (construites dans combien d'années ?) en attireront suffisamment pour les faire tourner convenablement, rien n'est moins sûr !

À l'hôpital de Decize, qui est dans le même groupement hospitalier de territoire (GHT), l'ARS de Bourgogne vient de débloquer 3 millions d'euros d'aide à la trésorerie. Sans cet argent, l'hôpital ne pouvait plus fonctionner au mois de décembre. En réalité, ces 3 millions vont servir à payer les dettes auprès des fournisseurs. L'aide est demandée



FRANCE TELEVISION

depuis longtemps mais, en Bourgogne-Franche-Comté, d'autres hôpitaux « étaient encore plus en difficulté ». C'est dire l'ampleur de la catastrophe !

À Cosne-sur-Loire, il n'y a plus d'hôpital depuis 2019 et la clinique a fermé. À l'époque, le Premier ministre, Casteix, était venu promettre un nouvel hôpital tout neuf. Bouygues a remporté l'appel d'offres mais pour l'instant on n'en est qu'aux travaux

préparatoires, paraît-il après des difficultés à trouver les financements et des arrêts de chantier.

La situation de la santé publique dans le département de la Nièvre n'a rien d'exceptionnel, la dégradation des conditions sanitaires existe nationalement et s'aggrave d'année en année. Mais pour trouver 10 milliards pour un nouveau porte-avions, là, pas de problème !

**Correspondant LO**

## Centres privés : la santé des profits

**La Somed, un centre de santé privé de Poitiers, a fermé ses portes brutalement début décembre, laissant 6 000 patients sans solution et licenciant ses 18 salariés, administratifs et praticiens.**

La décision de justice ordonnant cette fermeture était motivée par le non-paiement des cotisations sociales patronales... depuis pas moins de trois ans ! De tels centres de santé, créés en 2019, ont essaimé à travers le pays et la liquidation des dix-neuf structures existantes touche onze villes dont Nantes, Lille, Rouen, Marseille, etc., en laissant une dette de 1,5 million d'euros. Depuis 2022, un fonds d'investissement, All Seas Capital, avait investi dans l'affaire. Afin de la rendre plus alléchante, des primes d'émission de 3,4 millions

d'euros en 2020 et 3,3 millions en 2021, avaient été prélevées sur la trésorerie du groupe afin de gonfler artificiellement la valeur des actions. Las, les actionnaires ont jugé le retour sur investissement insuffisant et sont partis vers d'autres cieux en quête de placements plus rentables.

Assurant des soins dentaires, de médecine générale, de radiologie et autres, ces centres se développent dans le domaine de la santé du secteur 1, principalement fréquentés par les catégories populaires, car les soins y sont pris en charge par l'Assurance

maladie, sans dépassement d'honoraires. Leur succès est d'autant plus grand que le secteur public est mis à mal par les politiques d'économies des gouvernements successifs, et que le nombre de médecins exerçant en libéral est bien en-deçà des besoins de la population. Ainsi, à Poitiers, 15 000 des 90 000 habitants n'ont pas de médecin traitant.

La rentabilité de telles affaires basée sur le remboursement des soins par l'Assurance maladie leur garantit une clientèle dont ils n'hésitent pas à gonfler la note par des actes médicaux non exécutés.

Le secteur de l'ophtalmologie stimule aussi l'appétit de tels investisseurs privés. À Poitiers, un centre exerçant dans le secteur 1

a fermé du fait de son déconventionnement par l'Assurance maladie. Les actes médicaux ne seront donc plus remboursés, ce qui a stoppé l'afflux de clientèle et donc supprimé l'intérêt de l'affaire. La décision de l'Assurance maladie est motivée par des soins non réalisés ou injustifiés mais facturés à la Sécurité sociale, qui évalue le montant du préjudice à près de 500 000 euros. Depuis 2023, 52 centres d'ophtalmologie privés, à l'origine d'une fraude atteignant 90 millions d'euros, ont fermé à travers le pays.

Le vice-président de la Fédération nationale des centres de santé soulignait, dans le *Quotidien du médecin* que ces modèles privés sont centrés sur « l'opportunité



FACEBOOK ICI POITIERS

commerciale » plutôt que la santé publique. Il ajoutait : « Ici, ce sont des entrepreneurs qui voient un marché : des patients sans médecin traitant, des besoins ponctuels, mais pas une démarche suivie d'une population. »

On ne saurait mieux dire !  
**Correspondant LO**



## Nos lecteurs écrivent : cafards dans le médico-social

Nous travaillons dans un établissement privé qui accueille des enfants et des adolescents en situation de handicap. Le travail se fait en équipe, afin de leur donner des soins adaptés et de pouvoir construire avec eux un projet de vie.

D'année en année, nos conditions de travail et l'accueil de ces jeunes se dégradent. On nous demande de faire toujours plus avec moins de moyens et moins de personnel. L'association prétend avoir du mal à embaucher... mais n'offre que des salaires

très bas, à peine au-dessus du smic. Aux demandes d'augmentation de salaire, la réponse est toujours la même : « Non, il n'y a pas d'argent », alors que les dix plus gros salaires de l'association ont été augmentés de 22 % en deux ans !

Cerise sur le gâteau,

nous accueillons depuis presque un an de nouveaux colocataires : des cafards ! En attendant en vain une intervention efficace... La colère monte car entre le manque de personnel qui ne permet pas de gérer les troubles du comportement de certains jeunes et le

matériel défectueux, il y a de plus en plus d'accidents de travail. Alors, c'est notre solidarité et notre cohésion qui font tourner l'établissement, ce sont les travailleurs, ceux qui sont utiles à la société, qu'on fait mine de ne pas voir.

**Des salariés en colère**



# Aesma – Roissy : une grève victorieuse avant les fêtes !

Aesma est une petite entreprise sous-traitante d’une partie de la maintenance du mastodonte Fedex, transporteur de fret aérien. Ce dernier emploie plus de 3 000 personnes sur son site de l’aéroport de Roissy.

Le mécontentement couvait depuis longtemps déjà, les travailleurs dénonçant les heures de nuit non majorées, les frais kilométriques non remboursés, l’absence d’équipements de sécurité et d’habits contre le froid, les salaires payés en retard. À cela, il faut ajouter les menaces de licenciement que la direction mettait parfois à exécution pour faire taire les contestataires.

Cette année, des travailleurs ont décidé de monter un syndicat CGT pour s’opposer au patron. Ce dernier avait jusque-là refusé d’organiser des élections professionnelles, comme le prévoit

normalement la loi. Malgré ses tentatives pour les entraver jusqu’au jour du vote, le syndicat a finalement été reconnu en novembre. Pour les salariés, c’était une première étape dans la conscience qu’ils pouvaient faire reculer le patron.

Le 23 décembre, la colère a éclaté, suite à l’annonce d’une prime de fin d’année de 250 euros, jugée insuffisante par les travailleurs. Malgré le froid, une quarantaine de salariés d’Aesma se sont réunis devant Fedex au moment de la prise de poste. Ils ont distribué un tract pour faire connaître leurs

revendications aux autres employés du groupe et ont voté la grève. Devant leur détermination à ne pas reprendre le travail, la direction d’Aesma a cédé en fin de journée une prime de 750 euros brut tout de suite, 600 euros de chèque cadeaux en décembre, le paiement des heures de grève et une prime de 1 100 euros brut en juillet.

Même si tout ce qui était demandé n’avait pas été obtenu, notamment concernant les heures de nuit, cette grève a été vécue comme une victoire, d’autant que, pour beaucoup, c’était la première grève. Certains ont pu faire remarquer que la prime de 250 euros, qui était présentée comme le « maximum possible au vu des finances de l’entreprise »… avait triplé en quelques heures sous la pression de la grève ! En réalité, Aesma avait largement les moyens de répondre aux revendications des salariés. Mais au-delà, c’est Fedex, le donneur d’ordres, avec ses 4 milliards de bénéfices en 2025, qui peut augmenter tous les salaires, ceux des embauchés comme des sous-traitants et des intérimaires.

Correspondant LO

# Carrefour-Alma – Rennes : bras de fer judiciaire aux dépens des travailleurs

Les 230 employés de l’hypermarché Carrefour du Centre Alma, à Rennes ont appris brutalement le 24 novembre la mise en redressement judiciaire de l’entreprise.

Cette procédure fait suite à la dénonciation par le géant Carrefour du contrat de location-gérance signé par un groupe de la région, Pont-de-Bois. Dans ce montage financier, Carrefour reste propriétaire des murs et du fonds de commerce, mais la gestion de l’entreprise est attribuée à un repreneur, le locataire-gérant. Chacun espère bien sûr en retirer bénéfice… aux dépens des salariés. Déjà, le 4 octobre, une cinquantaine de travailleurs du magasin avaient débrayé et s’étaient rassemblés devant la surface de vente pendant plusieurs heures. Ils dénonçaient la politique de la nouvelle direction qui, sous prétexte de chiffre d’affaires insuffisant, cherche à les pressurer par tous les bouts.

Dans le conflit actuel entre le petit et le gros requin, qui porterait sur des prix d’achat et de factura-

tion, rien n’a été communiqué aux travailleurs du site, les premiers concernés. Ainsi, lors de l’audience au tribunal de commerce du 26 novembre, il a été demandé à leurs représentants de sortir de la salle : il fallait respecter le « secret des affaires » alors qu’allaient commencer les tractations entre les avocats des deux entreprises.

Les salariés n’ont évidemment à soutenir aucun des deux requins, ni à compter sur un éventuel repreneur, qui pourrait même être Carrefour. La seule chose qui compte est le maintien des emplois et l’assurance du paiement de l’intégralité des salaires. Les travailleurs ont déjà montré leur capacité à réagir ensemble pour défendre leurs intérêts. Face à un patron, quel qu’il soit, ce sera leur seule assurance dans les semaines qui viennent.

Correspondant LO



## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l’Union communiste internationaliste

L’Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu’organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l’humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l’épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l’anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l’égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n’ont aucun intérêt personnel au maintien de l’actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l’État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n’ont pas de patrie et qu’un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s’affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n’avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d’Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 0148 108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 9 900 exemplaires. Impression : Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) – Dépôt légal janvier 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

## Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C’est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l’ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l’adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d’indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l’envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d’impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d’impôts de 200 euros, à condition que l’impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n’ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L’association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L’article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d’une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L’article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l’article 11-4 sont punis d’une amende de 3 750 euros et d’un an d’emprisonnement ».



## Bulletin d’abonnement

Je souhaite m’abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :

Chèque à l’ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet  
www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia  
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org



# Guinée : Doumbouya élu pour que le pillage continue

En Guinée, le général Doumbouya a été élu président le 28 décembre. Le résultat ne peut surprendre personne car il avait lui-même organisé le scrutin.

Lorsque cette colonie française a accédé à l'indépendance en 1958, elle a été la seule à refuser par un « non » retentissant l'intégration au sein de la communauté française proposée par De Gaulle. Son président, Sékou Touré, le paya par de multiples tentatives de déstabilisation et même d'assassinats. Il n'en devint pas moins rapidement un dictateur pour son propre peuple, même si le pays garda plus que d'autres ses distances avec l'ancienne puissance coloniale, n'accueillant aucune base militaire française et n'intégrant pas le système du franc CFA. Puis, à la mort de Sékou Touré, les dictatures se succédèrent ponctuées de coups d'État militaires, jusqu'au dernier en date, le 5 septembre 2021, par lequel Doumbouya s'est hissé à la tête du pays. Comme tant de ses semblables des

pays voisins il affirma alors mettre en place une transition vers un régime civil à l'issue de laquelle il s'effacerait, avant de se dédire et d'organiser sa propre élection.

Le pays est riche de ressources mais les Guinéens sont pauvres. 70 % d'entre eux ont moins de 25 ans et n'ont d'autre choix, s'ils veulent rester au pays, que d'exercer des petits boulots informels. Beaucoup prennent donc la dangereuse route de l'exil vers les îles Canaries et l'Europe. Pourtant, le sous-sol regorge de richesses minières. Le 11 novembre, Doumbouya a inauguré la mine de fer géante de Simandou, reliée au port de Morébaya par 650 km de voie ferrée. Elle sera exploitée par les compagnies australiennes et chinoises Rio Tinto et Baowu Steel. La bauxite, elle, est exploitée par

des sociétés chinoises. La France, quant à elle, essaie de jouer des coudes pour s'immiscer dans ce jeu.

Doumbouya veut faire croire que les retombées de ces exploitations minières profiteront à la population par l'intermédiaire de fonds de développement dotés par les compagnies minières et de versements aux collectivités locales. On peut cependant douter que les sommes en question, si toutefois elles sont réellement versées, atteignent les habitants. Des militaires viennent comme par hasard d'être nommés à des postes de préfets ou de gouverneurs, autant de bonnes positions pour détourner ces sommes à leur profit.

Doumbouya est maintenant en position de continuer à diriger le pays d'une main de fer en laissant la population dans la misère. L'important pour les grandes compagnies étrangères est qu'il perpétue à leur profit le pillage du pays.

**Daniel Mescla**



La mine de fer de Simandou.

## Municipales 2026 : Cyril Le Bail à Lanester



**Cyril Le Bail conduira la liste Lutte ouvrière - Le camp des travailleurs à Lanester, dans le Morbihan. Il est aujourd'hui retraité après avoir travaillé à l'arsenal de Lorient, aujourd'hui Naval Group, dont les chantiers sont dans la ville.**

Le chantier naval a connu plusieurs changements de statut, établissement d'État ou privatisé par des gouvernements de droite comme de gauche. Les actionnaires de Naval Group se frottent les mains aujourd'hui car l'économie de guerre leur fait espérer toujours plus de profits. Mais pour les salariés, la construction des frégates pour la marine française ou l'exportation se traduit par une intensification du travail, et notamment le travail posté, les délais raccourcis...

Tout à côté de Lanester, la Fonderie de Bretagne de Caudan, qui fabriquait des pièces pour l'automobile, vient d'être rachetée par un marchand d'obus, Europlasma. Si tous les

politiciens locaux applaudissent, l'inquiétude demeure chez les travailleurs de la fonderie car Europlasma est connue pour ses opérations spéculatives obscures et son partenaire financier basé dans les paradis fiscaux.

On le voit, ces actionnaires de l'industrie d'armement ont bien plus de pouvoir sur la vie de la population et de la commune que le conseil municipal. Dans cette campagne, nous affirmerons que ces capitalistes ne sont rien sans notre travail. Nous dénoncerons cette société qui marche à la guerre et maintient l'écrasante majorité des travailleurs dans le besoin pour servir les intérêts d'une poignée de profiteurs.

## Catastrophes climatiques : des dégâts que paient les populations

**Selon une ONG britannique, les dix plus grosses catastrophes climatiques de l'année 2025 ont coûté au moins 120 milliards de dollars. Dans les pays pauvres, le chiffre est certainement en dessous de la réalité.**

Les catastrophes qui s'abattent sur toutes les régions du monde sont de plus en plus violentes. Aux nombreuses victimes s'ajoutent les destructions d'infrastructures, de ports, de routes et d'habitations, qui se chiffrent chaque année en centaines de milliards de dollars, selon les estimations des assurances.

En 2025, parmi les dix

catastrophes qui ont provoqué le plus de dégâts, on trouve les mégafeux à Los Angeles, les cyclones et les pluies torrentielles qui se sont abattues en Asie du Sud-Est, mais aussi les typhons aux Philippines et les ouragans dans la région des Caraïbes, sans oublier les inondations en Inde ou la sécheresse au Brésil.

De l'avis même de l'as-

sociation, le chiffre de 120 milliards est très en dessous des dégâts réels et, surtout, il ne reflète pas la réalité pour les populations les plus pauvres, dont les biens ne sont pas assurés et qui sont très vulnérables aux conséquences de catastrophes, grandes et petites, qui les frappent de plus en plus souvent.

Dans le nord-ouest de l'Inde, par exemple, les inondations d'août dernier ont fait au moins 120 morts et de nombreux disparus. Elles ont aussi provoqué l'évacuation de plus de 5 000 personnes, des villes

et des villages entiers disparaissant sous la boue ou dans des glissements de terrain. Quelques mois plus tôt, en mai, c'est au Nigeria, où le fleuve Niger avait débordé après des pluies torrentielles, que des centaines de personnes sont mortes tandis qu'un quartier entier d'une ville de la province de Mokwa était rayé de la carte.

Dans ces pays, le relogement des habitants, la reconstruction d'écoles et de routes, le rétablissement de réseaux d'eau potable ou d'électricité quand ils existaient auparavant,

sont quasi inexistantes. Les conséquences dramatiques du réchauffement climatique ne sont pas nouvelles, mais elles s'aggravent avec le temps et pèsent de plus en plus lourd sur l'avenir des populations.

Les moyens d'enrayer cette course vers l'abîme existent, à commencer par une rationalisation de la production à l'échelle mondiale, qui pourrait rendre les activités humaines moins polluantes, à condition de se débarrasser d'une classe capitaliste de plus en plus parasite et toxique.

**Nadia Cantale**